

# Rhône écho

LETTRE TRIMESTRIELLE DE L'ADES DU RHÔNE

# santé

N°26  
AVRIL 2003

le dossier

## Excision

comprendre  
pour prévenir

lire aussi

Tabac : qui fait quoi ?

PAGE 7

BD Forum

PAGE 10

Alcool et travail

PAGE 12

**LE DOSSIER**  
PAGES 3 à 6



**ACTUA**des  
PAGE 7

**DOC'**Ades  
PAGES 8 et 9



**RHÔNE**nouveau  
PAGES 10 et 11



**L'ESPACE** prévention **SANTÉ**  
PAGE 12

**ADES**DURHÔNE

**Édition :**

Association Départementale  
d'Éducation pour la Santé du Rhône  
71, quai Jules Courmont - 69002 Lyon  
Tél. 04 72 41 66 01 - Fax 04 72 41 66 02  
Web : [www.adesr.asso.fr](http://www.adesr.asso.fr)  
Email [info@adesr.asso.fr](mailto:info@adesr.asso.fr)

**Directeur de publication :** Dr Bruno Dubessy

**Rédacteur en chef :** Alain Douiller

**Secrétariat de rédaction :** Jean-Pierre Gourdol

**Mise en page :** Valérie Delhoume

**Impression :** Aprime

Issn : 1241-6606

L'Ades du Rhône est financée par : le Conseil  
Général du Rhône, la DDASS et la Préfecture  
du Rhône, la CPCAM de Lyon, les HCL, la  
DRASS Rhône-Alpes, mais aussi la MSA, les  
Villes de Lyon et de Villeurbanne, la CPAM de  
Villefranche, l'URCAM.

# L'industrie du tabac nous manipule

## 3 dossiers documentaires disponibles

Après la parution, en mai 2002, d'un dossier documentaire intitulé "**Sport et tabac**", deux nouveaux dossiers sont disponibles à l'ADES : "**L'industrie du tabac nous manipule**" et "**Femmes et tabac**". Ces dossiers visent à proposer au public un outil de connaissance facile à utiliser dans le cadre d'une recherche, de la mise en place

d'une action d'éducation pour la santé ou pour sa propre information sur le tabac.

Ces dossiers de 250 pages environ chacun sont disponibles gratuitement à l'ADES. Nous vous demanderons toutefois une participation aux frais d'envoi de 4 € par dossier.

<sup>1</sup> Disponible à partir du 15 mai

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter **Cécile Vairon**  
au 04 72 41 66 01 ou par mail : [info@adesr.asso.fr](mailto:info@adesr.asso.fr)

## 3 journées thématiques

Toujours dans le cadre du programme Tabac, l'Ades propose 3 journées de réflexion et d'action sur les manipulations de l'industrie du tabac (étudiants, lycéens, professionnels, journalistes peuvent y participer) :

■ **7 MAI 2003**

A la recherche des preuves des stratégies de marketing abusives des industriels du tabac (enquêtes sur le terrain). Quadriller la ville de Lyon et rechercher dans les bureaux de tabac, les bars, les magasins de vêtements, la presse, etc, les preuves qu'il existe une véritable publicité pour les cigarettes (participation gratuite, repas offert).

■ **21 MAI 2003**

Journée Ciné santé, projection du film "Révélations" de Michael Mann, avec Al Pacino et Russell Crowe. Suite à la projection du film, réfléchir aux manipulations exercées par les industriels du tabac, leurs impacts et leur pouvoir (participation gratuite, repas : 4 €).

■ **17 SEPTEMBRE 2003**

Les industriels du tabac nous manipulent. Quel marketing pour quelle cible ? (participation gratuite, repas : 4 €).

**RENSEIGNEMENTS**

[chrystelle.grosso@free.fr](mailto:chrystelle.grosso@free.fr)

[isabelle.doxis@free.fr](mailto:isabelle.doxis@free.fr)

**À VOS**

L'assemblée générale de l'Ades  
aura lieu le **24 juin 2003 à 20h**  
à l'antenne de Villefranche/Saône  
au centre hospitalier

de 19h à 20h :  
accueil et visite des locaux

# Excision

## comprendre pour prévenir

Dans le monde, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime à 2 millions le nombre d'excisions qui s'ajoutent chaque année aux 135 millions de fillettes et de femmes déjà excisées, pour la majorité originaires de pays d'Afrique.

En France, le nombre de fillettes excisées ou susceptibles de l'être s'élève à environ 35 000, selon le Groupe de femmes pour l'abolition

des mutilations sexuelles (GAMS).

La région Rhône-Alpes est la deuxième région concernée après la région parisienne, en raison des ethnies excisantes qui y résident.

Des ressortissants africains de 36 nationalités différentes sont présents dans le département du Rhône. Dans 20 de ces 36 pays, l'excision est présente, de façon plus ou moins importante.



Il existe différents types d'excision :

### ■ La clitoridectomie

C'est l'ablation partielle ou totale du clitoris.

### ■ L'excision

C'est l'ablation d'une partie plus ou moins importante du clitoris et des petites lèvres.

### ■ L'infibulation

C'est une excision complétée par l'ablation des grandes lèvres, suturées bord à bord. La vulve est remplacée par une cicatrice fibreuse, l'ouverture vaginale disparaît pour laisser la place à un minuscule orifice.

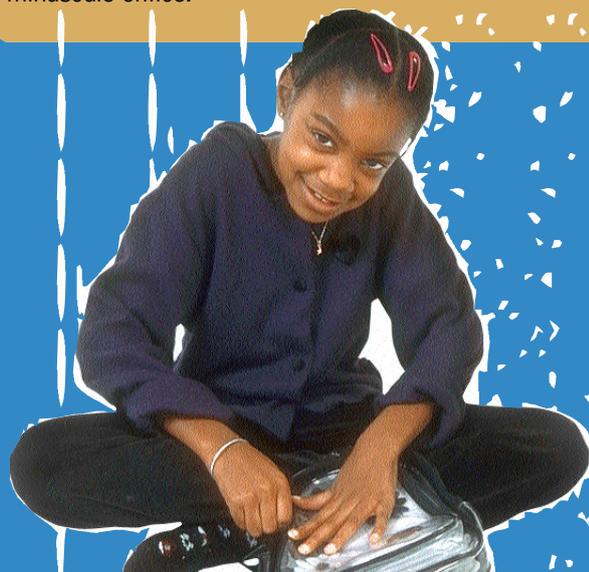
*Les conséquences de ces pratiques sur la santé des femmes peuvent être graves, parfois mortelles.*

*Hormis la douleur intense au moment de l'acte d'excision lui-même, des complications peuvent survenir, immédiates (hémorragie ...) ou tout au long de la vie de la femme (infectieuses, gynécologiques, obstétricales ...).*

En 2000, l'Association départementale d'éducation pour la santé (ADES) du Rhône a enquêté sur les besoins en matière de santé et d'éducation pour la santé dans les communautés africaines subsahariennes du Rhône. Cet état des lieux a permis de constater :

- l'inexistence d'information et de prévention auprès des populations directement concernées par les différents types d'excisions,
- le manque de formation des professionnels de santé pouvant être confrontés à ces pratiques,
- l'absence de structures clairement identifiées pouvant accueillir, écouter et prendre en charge des personnes concernées.

Pour ces raisons et à la demande de femmes africaines excisées, soucieuses de ne plus voir reproduire ces pratiques, mais aussi à la demande de professionnels de santé confrontés à l'excision, l'ADES a mis en place en mars 2002 un groupe de travail sur ce thème.



## Pour une approche communautaire de l'excision

Pour travailler sur ce thème, il nous a semblé essentiel d'adopter une démarche de santé communautaire, c'est à dire avec l'implication directe des populations concernées - membres des communautés excisantes dans le département - dans la conception, la mise en place, le déroulement et l'évaluation des actions d'information et de prévention.

Plusieurs raisons expliquent ce choix :

- La problématique de l'excision est très difficile à aborder avec les femmes directement concernées : en abordant ce sujet avec elles, on touche à leur intimité, mais aussi à leur culture, à leurs racines et donc à leur **identité**.

N'oublions pas, car elles ne l'oublient pas, que les populations concernées par l'excision à Lyon sont issues pour la majorité de pays anciennement colonisés, souvent par la France ... Colonisation et néo-colonialisme mettent les africains dans une situation de méfiance quasi permanente vis-à-vis des français surtout lorsqu'on doit aborder avec eux certaines de leurs pratiques culturelles. L'ancien colo-

nisateur, "le blanc", reste celui qui veut dominer et imposer ses références culturelles, sa vision du monde comme la meilleure. Ces représentations ne facilitent pas l'accueil en confiance d'éducateurs pour la santé d'origine occidentale pour parler d'une pratique culturelle de marquage du corps.

La médiatisation des procès sur les mutilations sexuelles n'a fait qu'accentuer le sentiment d'incompréhension mutuelle entre la société "d'accueil", la France en l'occurrence, et les populations "accueillies" excisantes. Nous avons nous-mêmes constaté un repli identitaire très fort et une quasi-incapacité à pouvoir rencontrer certaines communautés, même aidés par certains de leurs membres.

La répression n'aide pas à réfléchir aux conséquences de ces pratiques et au **sens** ou au **non sens** qu'elles ont actuellement pour les personnes qui les vivent. L'application de la loi en France contre les "mutilations sexuelles féminines" n'a ainsi pas toujours les effets escomptés (dans certains pays d'Afrique non plus). Les pratiques excisantes sont devenues souterraines et donc difficiles à repérer, à prévenir et à combattre. Nous avons rencontré des femmes qui nous disent ne pas faire exciser leur fille en France, pour ne pas aller en prison, mais qu'elles le feront si elles ont l'occasion de rentrer dans leur pays d'origine.

## Naissance d'un groupe de travail sur l'excision

### *Un travail interpartenarial*

■ L'implication des populations directement concernées étant à nos yeux indispensable, seul un travail de proximité, d'écoute et de respect sur le long terme, pouvait aboutir à une mise en confiance, à un échange, à une prise de conscience des effets néfastes de certaines pratiques culturelles et à faire envisager leur abandon sans pour autant que cela conduise à une perte d'identité.

L'investissement et le soutien de plusieurs femmes d'origine africaine directement concernées\*, leur envie d'informer, de faire de la prévention auprès des membres de leur communauté, ont été

déterminants et nous ont amenés à mettre en place et coordonner un groupe de travail. Celui-ci, composé de ces femmes d'origine tchadienne, somalienne, malienne, guinéenne et sénégalaise, et de professionnels de santé de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) du Conseil général du Rhône, des Centres de planification et d'éducation familiale (CPEF), directement intéressés car en contact avec des membres des populations africaines et confrontés à l'excision (ou susceptibles de l'être). Les professionnels médico-sociaux se trouvent souvent désarmés pour échanger avec les africaines, pour mettre des mots sur cette pratique.

■ L'Ades a fait appel, pour co-animer et guider la réflexion, à une intervenante, anthropologue et psychopédagogue. L'Ades a souhaité inviter le Relais santé de Vaulx-en-Velin (Mutualité du Rhône), la Délégation Régionale aux Droits des



*"Des pratiques qui avaient cours avant la naissance du Christianisme et de l'Islam"*

**Toutes les africaines ne sont pas excisées. Dans un même pays, certaines ethnies excisent et d'autres pas. L'excision est plurielle et se pratique sous des formes et à des âges différents, selon les ethnies.**

**L'origine de ces pratiques est inconnue, mais elle est antérieure à la naissance du Christianisme et de l'Islam.**

**Excision et infibulation sont des pratiques culturelles qui trouvent leur légitimité dans les sociétés qui les pratiquent, par le fait qu'elles sont ancestrales, donc difficilement contestables. Elles placent définitivement les filles dans le genre féminin en leur enlevant la partie masculine de leur anatomie (le clitoris).**

**Ces pratiques reposent sur de nombreuses croyances touchant à la nature de la sexualité de la femme, et visent à faire en sorte que les femmes demeurent vierges jusqu'au mariage et fidèles ensuite.**

**La douleur et les rites qui entourent cette pratique intronisent la fille dans son statut social de femme.**

Femmes et le Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF). Ces deux derniers se sont effectivement impliqués dans le démarrage de ce groupe de travail tout comme le Relais santé qui poursuit son implication. Des médecins libéraux et hospitaliers se sont aussi rattachés à ce groupe qui s'est très rapidement fixé des objectifs :

- la mise en place d'un système d'aide immédiate,
- la constitution d'un fonds documentaire, interne au groupe,
- la constitution de groupes de parole de femmes africaines,
- la création d'un lieu d'écoute identifiable,
- la sensibilisation des soignants et des travailleurs sociaux en lien avec le GAMS.

\* Personnes rencontrées soit lors de l'état des lieux fait par l'ADES en 2000, soit par l'intermédiaire de leurs réseaux ou dans le cadre du programme Rhône Afrique Santé.

## Des difficultés qui freinent le travail

La mise en place d'un travail interpartenarial sur un sujet aussi délicat que celui du marquage du corps féminin dans des sociétés africaines, représentait un réel défi dans le contexte actuel de notre société "d'accueil", dont le discours est construit autour d'idéologies dominantes comme celle des Droits de l'Homme et du Citoyen, et celle de l'égalité entre les hommes et les femmes. Ces valeurs qui imprègnent l'esprit de nos contemporains occidentaux peuvent soulever dans d'autres sociétés, où les concepts d'individu et de personne n'existent pas (ou alors différemment), de la stupeur et une réelle incompréhension de part et d'autre.

Des modèles culturels sont véhiculés dans les discours, enfermant chacun dans des positions idéologiquement d'autant plus marquées qu'elles sont rarement perçues comme idéologiques, ce qui rend difficile l'avancée du travail. D'autre part, la rencontre avec d'autres modèles culturels, en particulier sur un thème comme celui-ci, suscite des **résistances**.

Autre difficulté qui n'est pas la moindre, ce travail n'a pour l'instant pas obtenu de soutien financier, les budgets de prévention en direction des populations migrantes se réduisent et se focalisent sur le thème du sida.

## Mais aussi des réalisations concrètes et des projets

- Un système d'aide immédiate a été mis en place pour les femmes excisées ou infibulées qui souhaitent parler de leur souffrance liée à cette pratique ou qui souhaitent être opérées pour atténuer les souffrances liées aux conséquences de l'excision ou de l'infibulation (nous avons pu répertorier les coordonnées de médecins lyonnais prêts à répondre à ces demandes).

- Un fonds documentaire, interne au groupe, a été élaboré.

- Des groupes de parole de femmes africaines ont été constitués : deux groupes existent aujourd'hui, l'un est formé de femmes somaliennes et djiboutiennes qui sont infibulées, l'autre de femmes d'origines sénégalaises et gambiennes excisées.

- La création d'un lieu d'écoute identifiable et la sensibilisation des soignants et des travailleurs sociaux sont tous deux en projet.

# Des membres du groupe de travail témoignent

■ **Claude Mourne-Jacquot, Médecin de PMI (Conseil Général du Rhône) et étudiante en maîtrise d'ethnologie**

## Quel intérêt pour vous de participer au groupe de travail sur l'excision ?

"Pour moi, professionnelle de santé en formation en ethnologie, le thème était au croisement de mes centres d'intérêt : répondre à un problème de santé en relation avec la culture, réfléchir autour de l'abolition des Mutilations Sexuelles Féminines, sans plaquer notre vision féministe occidentale, entendre le sens de cette pratique mutilante sans la juger, mesurer les conséquences de la suppression de l'excision sur le fonctionnement social autour de la sexualité et du mariage.

Il me semble important aussi d'avancer en parallèle avec ce qui se passe dans les pays africains d'origine, de ne pas accentuer la marginalisation des familles qui ont fait le choix - ou ont été contraintes - de quitter leur pays d'origine et ses manières de faire. Grâce à la rencontre avec les femmes africaines qui ont apporté au groupe un matériau de réflexion très riche, tout cela a été possible. Il faut que nous les soutenions dans leur rôle de relais auprès de leurs communautés."

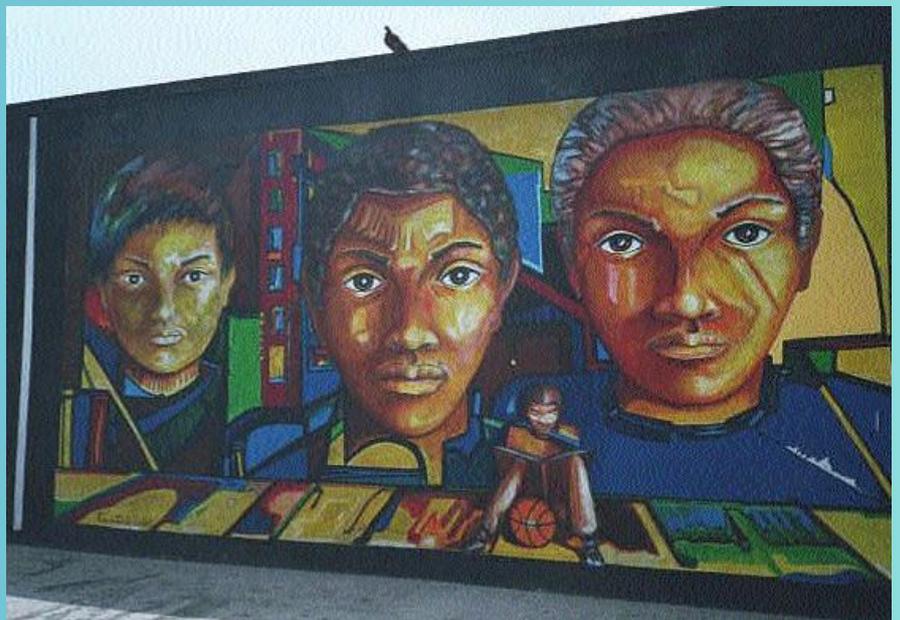
## Votre perception sur cette question en a-t-elle été modifiée ?

"J'ai découvert les demandes des femmes africaines ; il m'a semblé beaucoup plus intéressant de les recueillir plutôt que de se lancer dans une recherche bibliographique théorique. Le groupe m'a permis de percevoir la différence de positionnement des générations de femmes africaines face à cette pratique et les intrications qu'il faudra prendre en compte dans les actions de prévention :

- dans une même fratrie où les aînées sont excisées et pas les plus jeunes, entre les mères et les filles, les unes excisées les autres non, que vont-elles se dire de leur différence face à la sexualité ?

- entre les filles excisées au pays à un âge où l'on se souvient et celles qui l'ont été dans les premiers mois de vie, quels mots sont mis sur cette mutilation pour ces dernières ?

Comment par ailleurs prendre en compte les demandes des femmes excisées pour que les professionnels de santé aient un autre regard sur elles et pour que les demandes de prises en charge de complications trouvent une réponse ?"



■ **Jeanne Dahane, présidente de l'Association des Femmes Africaines de Bron (AFAB)**

*Quel besoin de travailler sur l'excision ?*

“En tant que femmes africaines excisées, nous nous interrogeons sur cette pratique néfaste, sans aucune valeur médicale ou religieuse, et qui doit donc s'arrêter selon moi.”

*L'ADES est-elle légitime pour engager un travail sur ce thème ?*

“Tout à fait, pour nous c'est une association d'éducation pour la santé, donc un support pour que nous, femmes africaines, nous puissions travailler pour que cessent ces pratiques, en France, mais aussi en dehors : on compte aussi sur l'ADES pour essayer de travailler en partenariat avec les pays d'Afrique qui pratiquent l'excision.”

*Il y a deux ans, vous avez organisé une journée de réflexion sur l'excision, quelles en ont été les conclusions et qu'avez-vous fait depuis ?*

“De nombreuses personnes nous demandent de continuer à travailler, à lutter contre ces pratiques. Nous avons travaillé en partenariat avec l'ADES à contacter les communautés africaines dont les pays d'origine pratiquent l'excision, pour convaincre leurs ressortissants de ne pas faire exciser leurs petites filles lors des vacances au pays. Nées ici, ayant grandi en France, elles ne comprennent pas pourquoi on doit les exciser. C'est difficile à entendre pour certains africains qui pensent que cette coutume ancestrale ne doit pas s'arrêter aussi brutalement.

Nous contactons les tchadiens, les sénégalais, les somaliens, les soudanais, les maliens, les guinéens, toutes les communautés susceptibles de pratiquer l'excision pour réfléchir ensemble, travailler en partenariat, et pourquoi pas, travailler avec les pays d'origine. Pour l'AFAB, le réseau que nous avons mis en place à l'ADES sur l'excision est très important ; nous aimerions mettre en place un lieu d'échange et de paroles pour les femmes afin de faire de la sensibilisation contre l'excision.”

■ **Catherine Traoré, association des femmes du soleil**

*Quel intérêt pour vous de participer au groupe de travail sur l'excision ?*

“Dans ma vie de femme, je n'ai pas souffert d'être excisée. Par contre, j'ai su très tôt que c'était inutile, et connaissant la souffrance que cela implique au moment du geste, j'ai su que je ne le ferais pas subir à ma fille. De plus, alors que je n'en avais pas conscience lorsque j'étais en Afrique, j'en connais aujourd'hui les conséquences médicales ; c'est une raison de plus pour moi de ne pas perpétuer cette pratique. Ma motivation première était donc de trouver une structure pouvant nous donner les moyens de nous battre, nous aider à répondre aux questions que se posent ces petites filles, excisées ou qui le seront et qui ne savent pas pourquoi. Les médias ont présenté l'excision sous un jour tellement négatif que les enfants se sentent victimes. Et ils le sont, mais pas de leurs parents, qui ne leur ont jamais voulu du mal ! Je n'en veux pas à ma mère. Lors des "procès de l'excision", j'ai entendu des gens qui en voulaient à leur mère, et ça m'a fait mal. En face de cela, il n'y avait personne pour expliquer, répondre, informer.”

*Y a-t-il des difficultés à surmonter au sein du groupe ?*

“Cela dépend sur quel plan on se place. Nous, nous ne sommes pas des militantes. Certains pensent que nous ne sommes pas assez combattives, que nous n'allons pas assez vite. Pourtant, nous ne manquons pas de volonté, mais nous estimons qu'un cheminement est nécessaire, qu'il faut le respecter si nous ne voulons pas stigmatiser. Ce qui nous paraît indispensable, c'est d'avoir un lieu pour échanger, demander de l'aide, trouver des solutions à des problèmes de santé.

Avec l'Ades, nous voulons informer, sans qu'il y ait de "confrontation guerrière". L'important pour moi est que les gens comprennent pourquoi nous leur demandons de ne pas pratiquer l'excision, qu'ils comprennent l'inutilité de cette pratique.”



pour en savoir plus ...

■ **Une liste bibliographique** (avec les lieux où l'on peut trouver les documents cités) est disponible à l'ADES.

■ **Les lieux ressources en documentation sur ce thème dans le Rhône** sont :

- Migration Santé Rhône-Alpes : 15 rue du Dauphiné, 69003 Lyon
- Le Mouvement Français pour le Planning Familial : 2 rue Lakanal, 69100 Villeurbanne

■ **Le GAMS** est le Groupe de femmes pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles et autres pratiques affectant la santé des femmes et des enfants : 66 rue des Grands-champs, 75020 Paris  
Tel : (33) 01 43 48 10 87  
Fax : (33) 01 43 48 00 73  
Site : <http://perso.wanadoo.fr/..associationgams/pages/presgams.html>

Dossier réalisé par **Sophie Blondeau**, chargée de projet auprès des communautés africaines du Rhône ([sophie.blondeau@free.fr](mailto:sophie.blondeau@free.fr)) et **Jean-Pierre Gourdol**, chargé de projet ([jeanpierre.gourdol@free.fr](mailto:jeanpierre.gourdol@free.fr))

## Vous habitez le nord du département ? Pour vous, l'Ades a ouvert un pôle ressources à Villefranche/Saône !

Vous êtes professionnel médical ou paramédical, travailleur social, professionnel de l'éducation ... (médecin, santé scolaire, diététicien, infirmier, conseiller en économie sociale et familiale, assistant social ..., enseignant, éducateur, animateur ...), vous êtes étudiant,

**A votre intention**, par souci de proximité, l'Ades du Rhône a ouvert depuis quelques mois un pôle ressources en éducation pour la santé au Centre Hospitalier de Villefranche-sur-Saône, à l'Espace Prévention.

### Vous y trouverez :

#### ■ une pédagogthèque :

Vous voulez vous documenter, vous cherchez des supports dans le cadre d'une action, vous effectuez une recherche, une étude, vous préparez un exposé, scolaire ou non, des ressources documentaires diversifiées sur de nombreuses thématiques de santé sont à votre disposition : plus de 130 documents de diffusion en majorité gratuits (brochures, dépliants, affiches), des dossiers de presse, ouvrages, revues : "La Santé de l'Homme", revues généralistes ou thématiques dans les domaines de la prévention et de l'éducation pour la santé, et autant d'outils pédagogiques (vous pouvez les visionner sur place ou les emprunter\*).

\* L'emprunt est réservé aux adhérents

#### ■ un soutien méthodologique personnalisé :

Vous voulez mettre en place des programmes d'actions de prévention et d'éducation pour la santé, vous avez besoin d'un soutien méthodologique, notamment en matière de prévention du tabagisme, une aide et un accompagnement vous sont proposés : une personne chargée de projets accompagne vos démarches de recherche et de mise en place d'actions d'éducation pour la santé. Elle assure aussi le relais avec les chargés de projets de l'ADES de Lyon pouvant répondre à vos demandes spécifiques, thématiques et/ou méthodologiques.

### ADES du Rhône - Antenne de Villefranche

Centre Hospitalier - Espace prévention  
Plateau d'Ouilly - BP 436  
69655 Villefranche-sur-Saône

**Ouverture** : mardi - 13h30 à 18h,  
mercredi et jeudi - 9h à 12h30, 13h30 à 18h.

**Contact** : Maud Landais (maud.landais@free.fr)

Tél. : 04 74 09 26 99 - Fax. : 04 74 09 26 60



## Prévention du tabagisme dans le Rhône qui fait quoi ? où ? comment ?

<http://www.adesr.asso.fr/tabac>

### Découvrez notre nouvelle base de données TABAC 69

(mise en ligne le 15 mai 2003)

Dans le département, de nombreuses structures (49 répertoriées) concentrent des activités sur les dépendances de manière globale et plus spécifiquement sur le tabac (actions de prévention, soin, documentation, formation, recherche). Dans ce paysage varié et complexe, il est difficile de se diriger, aussi bien pour le grand public que pour les professionnels de l'éducation, de la santé, du social ...

Dans le cadre de son programme départemental de prévention du tabagisme, l'Ades a voulu faciliter l'identification des compétences, des lieux ressources tabac, de leurs offres de services, de leurs modalités d'action et permettre de repérer les disparités géographiques.

Nous proposons :

- au grand public et en particulier aux personnes désirant arrêter de fumer, d'accéder aux descriptions des 21 consultations répertoriées et conventionnées par la sécurité sociale.

- aux professionnels désirant mettre en place des actions de prévention et d'éducation pour la santé sur la thématique tabac, de découvrir un ensemble d'informations en matière de documentation (21 structures), de prévention et/ou de formation (29 structures), et de recherche (8 structures).

Les informations recueillies par questionnaires ont été validées par les structures présentées.

### Conseils d'utilisation

L'accès aux données en ligne peut se faire de trois manières différentes :

- par commune (et par arrondissement pour Lyon).
- par activité (consultation, documentation, prévention/formation, recherche).
- par le nom de la structure.

En fonction de la demande, le moteur de recherche présente une liste de structures. En cliquant sur celle que vous avez sélectionnée, vous obtenez ses coordonnées et les informations qui la concernent :

- Consultation : horaires d'ouverture, méthodes d'aide à l'arrêt utilisées, coût.
- Pôle documentaire : horaires d'ouverture, services documentaires proposés, nature du fonds documentaire sur la thématique tabac.
- Prévention/Formation : actions d'éducation pour la santé, de prévention et de formation pour les professionnels.
- Recherche : précision de la thématique de recherche.

Les données seront réactualisées trimestriellement, en fonction des informations que les structures nous fourniront sur notre adresse mail (info@adesr.asso.fr). Une version papier, envoyée systématiquement aux structures participantes et aux institutions du département, est disponible gratuitement (prévoir les frais d'envoi) sur simple demande.

**Contacts Ades** : Isabelle Doxis, responsable de programme (isabelle.doxis@free.fr) et Christelle Grosso, chargée de projets (christelle.grosso@free.fr)



Vhs 13' - 2000. Réf. ades : R3080 Série "Accro". Coproduction La Cinquième  
Capa presse TV (01 40 45 47 00) - Tout public (adolescents, adultes)

**INJECTION** aborde les dépendances sous divers aspects et alterne des propos de spécialistes et des témoignages d'utilisateurs de produits. Son contenu est structuré ainsi :

- qu'est-ce que c'est ? (origine, type de produit),

- ça concerne qui ? (âge, caractéristiques socio-économiques, lieux de vie ...),

- qu'est-ce que ça fait ? (effets physiques, psychologiques) ; sur quoi ça agit ? (mécanismes physiologiques),

- les risques (psychiques, psy-

chologiques),

- réduction des risques (produits de substitution, structures d'aide médicale, psychologique et sociale, information),

- conséquences judiciaires (pour les usagers, les dealers ...) ; et après ? (perspectives).

# INJECTION

entretien



**Rhône écho santé : Comment avez-vous été amené à utiliser cette vidéo ?**

**Patrick Lang** <sup>(4)</sup> : Il y a 2 ans, sous le pilotage de l'Espace central jeunes de la Ville de Vénissieux et en partenariat avec l'équipe éducative et médico-sociale <sup>(2)</sup> du lycée (infirmière, assistante sociale ...), nous avons créé au lycée Marcel Sembat-Seguin à Vénissieux, un point santé d'aide aux jeunes. Ils peuvent y trouver toutes les informations concernant leur santé. Nous en sommes les encadrants <sup>(3)</sup>, mais ce sont des élèves de terminale qui l'animent, ce qui permet de connaître et de résoudre plus rapidement les problèmes. Nous organisons plusieurs semaines santé sur l'année. Les thèmes sont choisis selon les demandes des jeunes (15 à 20 ans) du Comité de la vie lycéenne et en fonction des réponses des lycéens à des questionnaires sur leurs préoccupations en matière de santé. La consommation de drogues est l'un des premiers problèmes que les jeunes ont fait remonter.

**RES : Pourquoi avoir choisi la VHS "Injection" ?**

**P.L.** : Nous utilisons la télévision car ce mode de communication fait vraiment partie de l'univers des jeunes. La VHS est une porte d'entrée qui permet l'ouverture du dialogue ; à nous ensuite de faire notre travail, sur le fond. Nous recherchons des courts-métrages qui ne négligent aucun des aspects du problème. "Injection" permet aux jeunes d'avoir à la fois l'avis de spécialistes qui savent de quoi ils parlent, la parole de jeunes consommateurs qui ont touché aux drogues, et les commentaires de leurs parents et amis. L'isolement de l'utilisateur dont tout l'entourage finit par s'éloigner est mis en évidence et fait réfléchir les jeunes.

**RES : Comment procédez-vous ?**

**P.L.** : Durant une semaine, une télévision est placée dans un grand hall ouvert à tous. Durant les récréations, "Injections" (et d'autres films sur le même thème) est diffusé en boucle. Brochures et affiches d'information sont accessibles sur un stand. Je crois dans l'effet de groupe et en la mémoire visuelle des jeunes. Ils regardent et enregistrent. Ils savent que nous sommes là, disponibles en permanence, à l'écoute. Nous sommes prêts à intervenir pour aider, informer, corriger les idées préconçues, les idées fausses, les dérapages ...

**RES : Quel bilan pouvez-vous faire de l'utilisation de cette vidéo ?**

**P.L.** : L'effet n'est pas toujours immédiat. Mais dans la semaine, les jeunes reviennent nous voir. Ils nous questionnent. Nous travaillons en lien avec des spécialistes et servons de relais entre le lycée et les structures adéquates. On estime que nous avons environ 20% de retours. Mais les quantifier n'est pas notre première préoccupation. S'il n'y a que 5% de jeunes qui prennent contact avec nous, c'est autant qui auront accès à l'information qu'ils ne seraient peut-être pas allés chercher ailleurs.

**RES : Quels conseils d'utilisation donneriez-vous à de futurs utilisateurs ?**

**P.L.** : Il faut travailler en amont avec l'équipe socio-éducative et repérer les jeunes capables de relancer l'information parmi leurs pairs. Des préalables sont indispensables : le choix du local et son aménagement ainsi que celui du stand, la sélection des documents filmés, l'attention et la disponibilité des animateurs ...

(1) et (3) : Patrick Lang et Rafik Chergui, animateurs socio-culturels de la Ville de Vénissieux, à l'Espace central jeunes  
Tél : 04 72 50 01 20.

(2) Sophie Abbasi, Christine Denis, Jean Reboul, Agnès Denis

# Nouveautés

L'Ades met à votre disposition des documents de diffusion et de nombreux outils pédagogiques. Des ouvrages d'éducation pour la santé peuvent être consultés sur place ; certains sont en vente libre (voir service documentation). Voici la liste des nouveautés du trimestre.

## Documents de diffusion

### Brochures, dépliants

- L'incendie chez vous. Comment l'éviter ? Que faire s'il survient ?
- Questions Q. Le petit livre des infections sexuellement transmissibles.
- Piercing, Tatouage. Risques d'infections. Mesures élémentaires de prévention.
- Passeport pour le pays de prudence (0,15 €).
- Conduite à tenir en cas d'urgences chez le petit enfant (0,90 €).
- Aïe ! J'ai mal ... (0,75 €).

### Guides

- La santé vient en mangeant. Le guide alimentaire pour tous.
- Vaincre le sida. Conseils utiles pour soi et pour les autres.

### Cartes

- Le crack injecté.
- Le dépistage.
- Le shoot à moindre risque.

### Revues

- La Santé de l'Homme (6 € le numéro) : N° 362 : 60 ans d'éducation pour la santé. N° 363 : Education pour la santé et mondialisation (à paraître prochainement).
- Femmes sans fumée. La presse féminine s'engage contre le tabac.

## Outils / Pédagothèque

### Vidéos

- "Si dure la douleur" (VHS, T8210, 2001, 52')

Public : professionnels.

Cette vidéo a pour objectif de faire prendre conscience des douleurs que vivent les malades. Elle reste facile à aborder, replace la douleur dans toutes ses dimensions et montre comment elle agit sur l'estime de soi et sur nos relations au monde.

- "Tilleul - menthe" (VHS, T6090, 2001, 26')

Publics : adolescents, adultes, publics à risque.

Ce document informe sur l'hépatite C (modes de transmission, conséquences, précaution à prendre, contagion) et suscite le débat et la réflexion. Il est composé de 2 parties. Une fiction raconte l'histoire d'un jeune couple confronté à l'hépatite C et les commentaires d'un médecin permettent à l'animateur d'avoir les éléments d'information essentiels sur la maladie.

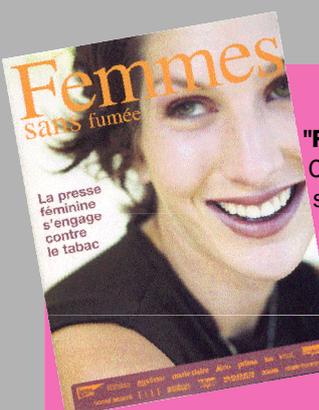
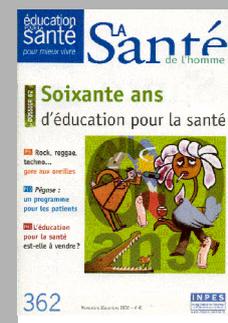
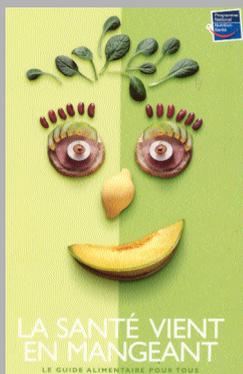
### Ouvrages / Bibliothèque

- "Un merveilleux malheur". Boris Cyrulnik. Editions Odile Jacob. 2002.

- "Pratiquer la santé communautaire. Institut Théophraste Renaudot. Chronique sociale, Lyon. 2001.

- "Phénomènes émergents liés aux drogues en 2001". Rapports locaux des sites Trent. 2002.

- "Usages de drogues et vie professionnelle". Astrid Fontaine. OFDT. 2002.



## "Femmes sans fumée"

On sait aujourd'hui que le tabagisme féminin entraîne des risques spécifiques et importants. Fin 2002, l'Assurance Maladie et l'INPES ont sollicité 16 grands magazines féminins pour qu'ils rédigent un article sur le tabac. De là est née la revue "femmes sans fumée" : 16 articles aussi différents dans le style et le choix du traitement de l'information. Les journalistes ont choisi de parler de beauté, de poids, de bien-être ... Leurs articles sont entrecoupés de pages conseil écrites par des médecins.

\* Disponible gratuitement à l'Ades.

Contact Ades : Cécile VAIRON, chargée de promotion des outils de prévention du tabagisme

## agenda

13 mai et 17 juin 2003, 18h30 à 20h  
**"L'assiette du diabétique" et "Plaisir du sport et diabète"**  
Lyon, Hôtel-Dieu, salle du Grand réfectoire.

Renseignements : ass. des diabétiques du Lyonnais - Tél : 04 78 38 10 00.

15 mai 2003, 20h 00

**Psychopathologie périnatale - Quels liens développer ?** Lyon, CH le Vinaier, Amphithéâtre de l'IFSI.

Organisation : Association APSY03 et CATTP Mère-bébé.

Renseignements : 04 37 91 52 30.

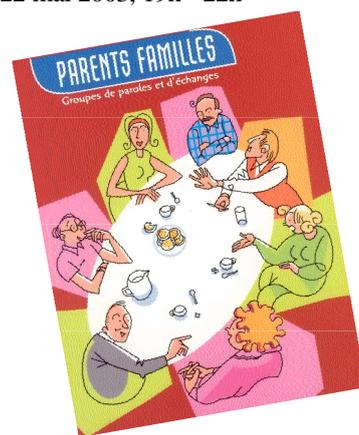
15 mai 2003, 18h à 20h

**Cerveau, émotion et comportement humain**

Lyon, Université Lyon 3, amphithéâtre Roubier. Conférence (7<sup>ème</sup> cycle des grandes conférences de Lyon).

Organisation : Pôle universitaire de Lyon et Ville de Lyon. Renseignements - Tél : 08 25 08 15 15 - 04 72 43 26 41 et [www.lyoncampus.org](http://www.lyoncampus.org)

22 mai 2003, 19h - 22h



**Comment dire à son adolescent :**

**"oui, non, je ne sais pas ?"** Lyon. Ateliers d'échanges CNDT/EPE CNDT, point écoute parents-familles. Renseignements : 04 72 10 94 30 ou 04 78 27 44 29.

22 mai 2003, 9h 30 à 17h 30

**"La pratique sociale face à la pauvreté, l'exclusion, la précarité"**

Journée thématique. Organisation : Cité Club - Centre ressources Léo Lagrange et la Mission régionale d'information contre l'exclusion (MRIE). Renseignements : Cité club - 04 78 70 00 81.

23 et 24 mai 2003

**Conduites à risque et sexualité**

Lyon, faculté de médecine Rockefeller, Université Claude Bernard, Lyon I, amphithéâtre 3 bis. Organisation : Institut de psychologie, Université Lyon II

Renseignements et inscription : Tél/fax - 04 78 77 24 43.

# Invention de la "BD Forum"

## Naissance d'un outil d'intervention

En 2002, des étudiants de l'Institut de recherche et de formation en action sociale (IRFAS\*) ont demandé à l'Ades de les aider à réaliser une bande dessinée\*\* ayant pour thème la santé des personnes hébergées en foyer d'insertion. Nous avons d'abord tenté de définir avec eux les objectifs de leur action, ceux-ci ne pouvant se réduire à la seule réalisation

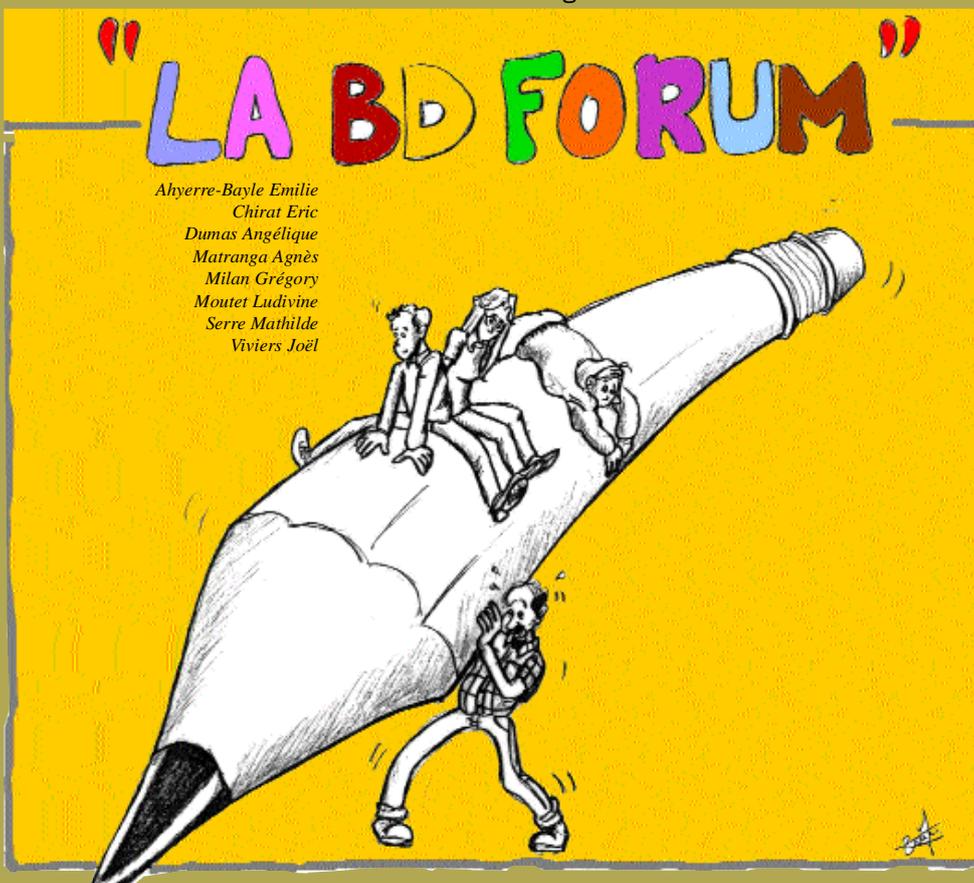
prévue pour faciliter le débat et l'échange, à un outil d'animation dans des foyers ? Nous avons alors suggéré aux étudiants de s'inspirer d'une forme d'intervention sociale mise au point par Paolo Frere puis Augusto Boal en Amérique Latine et connue sous le nom de Théâtre de l'opprimé ou théâtre forum.

Elle consiste à présenter une situation, un dilemme, dont l'issue et le dénouement sont laissés à l'imagination des spectateurs qui deviennent à leur tour acteurs de la situation. Et surtout acteurs de changement.

identification à des situations connues ou vécues, une distanciation reste cependant nécessaire. Les scénaristes et auteurs des BD ont ainsi judicieusement décidé de présenter les questions repérées en dehors de contextes trop proches des personnes hébergées en foyers, le risque de stigmatisation pouvant amener au contraire un blocage de la parole et du débat.

## Les premières séances

De la théorie à la pratique, les étudiants ne se sont pas dérobés à tester leur invention ! Proposant un cadre dont la convivialité était importante et utile pour la considération des personnes et pour la qualité des échanges (soirées avec boissons fraîches et gâteaux), ils ont animé plusieurs soirées-débats au sein de l'Armée du Salut à Lyon. Un groupe d'une quinzaine de personnes résidentes était présent, revenant fidèlement pour plusieurs d'entre elles. Les planches de BD ont été projetées à l'aide d'un rétroprojecteur et lues à haute voix par des résidents. Puis un débat a suivi, vif, animé, dissipé parfois, mais pourtant encadré avec beaucoup de chaleur, de respect et de professionnalisme par les étudiants. Spectateurs privilégiés d'une de ces soirées, nous avons eu le sentiment de vivre la naissance d'un outil d'intervention appelé à un bel avenir : le brevet devrait être déposé pour éviter les contrefaçons ! Entendre ces résidents de l'Armée du Salut dialoguer avec beaucoup de sérieux, d'enthousiasme et finalement de facilité de problèmes aussi difficiles, constitue en soit un élément d'évaluation tout à fait probant quant à la pertinence et à la qualité de la démarche entreprise par les étudiants de l'IRFAS.



d'un support original et ludique pour des personnes en situation de grande difficulté sociale. Cette phase a ainsi été l'occasion d'un questionnement sur la place et le rôle d'intervenants sociaux dans des questions de santé : information, sensibilisation, communication ?

Le diagnostic des étudiants a bien vite rejoint le nôtre : la santé est une question difficile et peu investiguée dans le secteur de l'insertion sociale. Leur rôle essentiel devait alors être de faciliter un dialogue et une analyse partagée sur les besoins de santé, entre personnes hébergées et professionnels de foyers.

Mais comment passer d'une forme littéraire, la bande dessinée, initialement non

Ainsi, le groupe "BD de l'IRFAS" est-il devenu le groupe "BD Forum", se donnant pour objectif de mettre en débat des problèmes de santé rencontrés dans des foyers d'hébergement. Sa tâche a consisté ensuite à recenser des problèmes de santé importants pouvant se traduire en planche de bandes dessinées. Conjointement à cette intention de traduire la réalité, la préoccupation était de faire vivre un réel échange et même un débat sur les questions abordées. Mais il est difficile de parler en groupe de sujets comme l'alcool, le sida, l'hygiène ou la vie nocturne dans des foyers, sans entrer dans l'intimité de chacun. L'expérience du théâtre forum a ici aussi été utile : si les situations doivent faciliter une certaine



\*IRFAS - Contact : Eric Chirat - 06 61 81 15 48

\*\* Dessinateurs :

Romain Bathelot et Jean-Pierre Sciortino

## Exclusion : l'expertise change de main ! Un programme novateur à Villefranche/Saône

**Les Etats Généraux de l'Insertion\* (EGI) de Villefranche-sur-Saône** ont été créés en 1998 à l'initiative de professionnels de l'insertion souhaitant se regrouper pour tenter de mieux comprendre la précarité. De ce groupe de réflexion, est né en 2001 un observatoire de l'insertion ayant pour objectif de se mettre à l'écoute de personnes vivant l'exclusion. Le thème de la santé et de l'accès aux soins, ressenti comme prioritaire, fut identifié pour le premier travail.

Du fait de l'engagement qu'elles ont accepté de prendre avec eux, les EGI ont pour habitude de nommer les personnes en situation d'exclusion les "experts". C'est à partir de leur vécu qu'une réflexion a permis de dégager des indicateurs sur les points forts et les points faibles du système de santé et d'engager un dialogue avec les professionnels, décideurs et élus chargés de cette question. En parallèle de 3 ateliers regroupant des personnes en exclusion, 2 ateliers de professionnels se sont organisés. Pour l'ensemble des ateliers, guidés par une animation identique afin que la parole ne soit pas dénaturée, 4 rencontres étaient proposées. Car il s'agissait de formaliser cette parole pour qu'elle puisse être partagée. Ces ateliers se sont déroulés sur 14 mois environ. Le croisement des savoirs permet un enrichissement mutuel entre les participants et les membres des EGI investis dans l'animation des ateliers. Sans considérer la démarche bouclée, il était intéressant de valoriser ce travail de réflexion commune et de porter cette parole devant d'autres professionnels et institutionnels.

C'est pourquoi les EGI ont souhaité organiser un temps fort et permettre un débat public. L'ADES du Rhône et les EGI se

sont rencontrés à cette phase de la démarche. L'ADES, à l'initiative d'un programme précarité dont un des axes de travail est de donner la parole et de la diffuser, s'inscrit complètement dans l'approche des EGI et s'est investie dans l'organisation de cette demi-journée qui a eu lieu le 3 avril dans l'amphithéâtre de l'école d'infirmières à Villefranche.

Autour de 3 tables rondes : "**parole soignant/soigné**", "**écoute réciproque**" et "**accès aux soins**", des personnes ressources étaient réunies aux côtés d'un expert et de 2 personnes des EGI. Ce fut des échanges riches en émotions : "*Ecouter pour écouter ne sert à rien, il faut savoir écouter*"; "*Je voudrais rendre hommage aux adolescents avec lesquels je travaille. Ils ont des difficultés qui me semblent proches de ce qui est évoqué ici*"; "*La réciprocité entre le médecin et le patient est la clé d'un soin qui essaie de répondre aux besoins*"; "*Aux urgences, on est conscient du problème du manque d'écoute, mais on est tellement pris par le temps*"; et puis, cette pointe d'humour et d'encouragement d'un expert "*et quand même, il faut le dire, quand j'ai été malade, j'ai passé un très bon séjour à l'hôpital de Villefranche*".

En conclusion et s'il en était besoin, cette citation de Jean Horvais, président des EGI, exprime bien l'enjeu d'un tel programme : "*s'inscrire dans la conviction de l'égalité de dignité de tous les citoyens pour participer au débat démocratique sur un thème qui les concerne au plus haut point*".

\* mail : [egi.secretariat@wanadoo.fr](mailto:egi.secretariat@wanadoo.fr)

Contact Ades : [Isabelle Doxis](mailto:Isabelle.Doxis@free.fr)  
([isabelle.doxis@free.fr](mailto:isabelle.doxis@free.fr))

## Soutien psychologique aux malades cancéreux

"Il est impératif d'intégrer dans l'offre de soins proposée à tous les patients pris en charge pour une pathologie cancéreuse tous les moyens susceptibles d'apporter un soutien psychologique pur le patient et son entourage".

C'est ce qui a poussé un médecin oncologue et un psychologue à créer

ALPO\*, l'association lyonnaise de psycho-oncologie. Depuis un an les responsables mènent ce projet associatif de promotion du soutien psychologique comme composante globale d'une offre de soin à la personne malade.

\* 06 73 93 19 69

24 et 25 mai 2003

### Journées de l'autisme

Renseignements : 04 72 98 31 81 (Sésame autisme),  
04 72 48 44 50 (Autisme Rhône)  
et [www.journees.autisme.fr](http://www.journees.autisme.fr)

26 au 28 mai 2003

### Situations de handicap et systèmes éducatifs

Lyon, Université Lumière Lyon II, campus Berges du Rhône. Colloque international organisé par l'Association francophone d'éducation pour la santé (AFEC), le Collectif de recherche situations de handicap, éducation, sociétés (CRHES) et l'Univ. Lyon II.  
Renseignements :  
<http://afecinfo.free.fr/lyon/index.htm>.

31 mai 2003

### Journée mondiale sans tabac

Thème : "Cinéma et mode sans tabac".  
Renseignements :  
<http://www5.who.int/tobacco/page.cfm?sid=86>



12 juin 2003

### "Journée nationale de l'audition"

Cadre : 6<sup>ème</sup> campagne nationale d'information et de prévention de l'audition. Programme des manifestations et participants :  
[www.audition-infos.org](http://www.audition-infos.org)  
et 0 800 23 26 00 (n° vert).

16 juin 2003, 18h 45 à 20h 45

### Le sida : 20 ans après

Café sciences et citoyen.  
Organisation : assoc. 1001sciences.  
Renseignements : [www.1001sciences.org](http://www.1001sciences.org) et 04 72 43 26 93.

24 et 25 juin 2003, 8h30 à 18h  
et 9h à 16h30

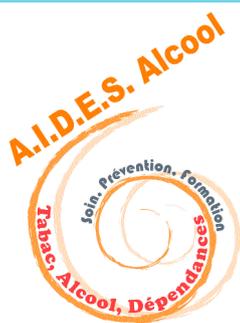
### 9<sup>ème</sup> congrès de l'association francophone des droits de l'homme âgé

Lyon, Ecole normale supérieure sciences. Renseignements : Centre du Rhône d'information et d'action sociale pour les personnes âgées et retraités (CRIAS)  
Tél : 04 78 62 98 24 et 04 78 62 55 82.

22 juin 2003

### Journée nationale de réflexion sur le don et la greffe

Renseignements : [www.ouest-transplant.org/infopub.html](http://www.ouest-transplant.org/infopub.html)



## Le programme "alcool et travail"

Aides Alcool organisera le 26 juin 2003 une journée de rencontre et d'étude <sup>(1)</sup> sur le thème de "l'alcool au travail" autour de trois points forts :

- **Les résultats de l'enquête qualitative** <sup>(2)</sup> dont les objectifs étaient de mieux connaître la perception des collectifs de travail quant à la réalité alcool, de mieux percevoir les actions menées ou en cours en matière de prévention, de management des situations problèmes et d'accompagnement des personnes, et de mieux repérer les besoins et

attentes en matière d'accompagnement et d'évaluation.

Une enquête qualitative destinée à compléter cette étude a débuté grâce à la présence de Delphine Perat, psychologue du travail, dans le cadre de son DESS.

- **La sortie d'un ouvrage méthodologique sur le thème "alcool et travail"** - traitant des questions rencontrées par les professionnels de l'entreprise - écrit par JP. Jeannin <sup>(3)</sup>, dont nous avons soutenu le projet éditorial, édité par la Chronique Sociale de Lyon <sup>(4)</sup>.

- **Le point sur les pratiques de prévention existantes sur la région**, en partenariat avec la Chronique Sociale de Lyon.

*(1) Inscriptions dès aujourd'hui auprès du secrétariat d'Aides Alcool ou au siège de la Chronique Sociale.*

*(2) Plus de 400 collectifs de travail ont répondu à cette enquête menée méthodologiquement par l'Observatoire Social de Lyon. Un rapport exhaustif donnant une foisonnante brassée de données sociologiques et alcoologiques est à disposition au siège d'Aides Alcool*

*(10 €, frais de port compris).*

*Nous remercions chaleureusement Christian Harzo (Directeur de l'Observatoire Social), Pierre Franchi (ARAVIS), le Dr Genoud (DDASS du Rhône), Hervé Prévert (Contact Isère), Simone Daret et Gilles de Angelis (URCAM) d'avoir contribué à mener à bien ce travail de recherche qui, à notre connaissance, est unique en France.*

*(3) Formateur et expert en méthodologie d'intervention, principal intervenant d'Aides Alcool depuis 1997.*

*(4) Il sera disponible en librairie et au siège d'AIDES Alcool.*

## Poursuite des actions sur sites

En 2003, nous accompagnons près d'une cinquantaine d'institutions comme les DDE du Rhône, de l'Isère et de la Loire, les mairies de Chambéry, de Grenoble, la Courly, la DRASS Rhône-Alpes, l'entreprise Nexans, l'OPAC du Rhône ...

Aides Alcool ■ Prévention - Formation  
Tél : 04 72 41 76 98

Aides Alcool ■ Centre de soins  
04 72 37 97 20

# cpef

## Des nouvelles de l'équipe du Centre de planification et d'éducation familiale

■ Depuis le mois de février 2003, l'équipe du CPEF a accueilli un nouveau médecin dont la consultation a lieu le lundi après-midi. Deux médecins de l'équipe peuvent désormais assurer (entre autre) la pose d'Implanon®, contraceptif sous-cutané d'une efficacité de 3 ans. Nous sommes de plus en plus sollicités pour des démarches concernant ce moyen de contraception. Sa mise en place se fait dans le cabinet médical du CPEF. Rappelons qu'Implanon® n'est disponible que pour les jeunes femmes majeures.

L'équipe du CPEF : 04 72 41 32 88



# CIDAG

Centre de dépistage anonyme et gratuit du sida

## Témoignage d'une infirmière\* au cidag

"Je reçois de façon anonyme et gratuite toute personne qui se présente au Centre, avec la volonté de faire un test de dépistage. Le mot "volonté" exprime toute l'énergie que nécessite pour certains cette démarche. Après un temps d'attente qui varie selon la fréquentation (nous recevons sans rendez-vous), je pénètre dans la salle d'attente afin d'inviter le patient suivant à me suivre dans le bureau.

Un rappel des modes de contamination du VIH va très souvent permettre d'engager un travail fait de dialogue et d'écoute. Chaque personne a sa propre histoire, chaque entretien est différent. Puis nous ouvrons l'échange vers les différents champs de compétence de notre Cidag : dépistage ciblé des hépatites

C et B (vaccin ...), la possibilité de rencontrer un psychologue et d'avoir une consultation spécialisée de sexologie. Les messages de prévention et la prise de sang sont donc des soins adaptés et personnalisés. Notre action, en alternance entre l'hospitalisation et le Cidag, permet d'essayer de répondre aux nombreuses questions qui hantent l'anonyme au sujet de la pathologie VIH. Le sida est une pathologie "contrôlable", incurable et parfois fatale. Quel lieu privilégié que celui qui me permet d'essayer de lutter en amont avec toute "l'énergie positive" que les malades me transmettent chaque jour !"

\* Françoise Veysset, Coordinatrice, infirmière diplômée d'Etat.

Cidag : 04 72 41 32 91 ou 92

Nous remercions particulièrement de leur soutien :

- le Conseil Général du Rhône
- la Caisse Primaire Centrale d'Assurance Maladie de Lyon
- les Hospices Civils de Lyon
- la DDASS du Rhône et la DRASS Rhône-Alpes